

À partir du milieu des années 90, l'Afrique a entamé sa plus longue période de croissance positive et soutenue du revenu par habitant depuis les années 60. Cette reprise de la croissance a contribué à réduire la pauvreté et laisse espérer que plusieurs pays africains pourront atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement liés à la pauvreté et à la sécurité alimentaire (OMD 1), comme prévu en 2015, out tout au moins dans la première moitié de la décennie suivante. La croissance agricole a été et restera capitale pour la lutte contre la pauvreté et la faim en Afrique. Pour réduire de manière significative la pauvreté, l'Afrique doit maintenir, élargir et accélérer ses récentes performances en matière de croissance et stimuler ses investissements dans l'agriculture. La récente hausse des cours mondiaux des denrées alimentaires représente une opportunité qui pourrait contribuer à consolider la croissance du secteur agricole en Afrique. D'un autre côté, l'actuelle crise financière pourrait avoir l'effet opposé, en particulier si elle conduit à une réduction des investissements dans le secteur.

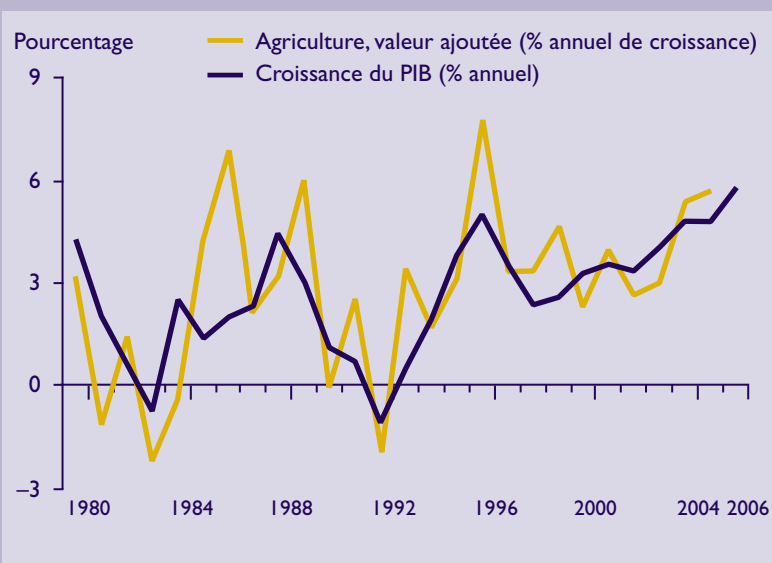
## La reprise de la croissance en Afrique

L'Afrique a connu une remarquable reprise économique et agricole au cours des 10 à 15 dernières années. Les taux de croissance moyens du produit intérieur brut (PIB), tout comme de la production agricole, ont augmenté de manière constante et atteignent maintenant les 6 % par an (Figure 1). La production alimentaire par habitant s'est également redressée après le ralentissement enregistré durant les deux décennies précédentes. La productivité totale des facteurs agricoles a affiché un relèvement similaire, enregistrant une croissance de 50 % depuis la fin des années 80. En outre, les exportations africaines ont gagné en compétitivité sur les marchés agricoles internationaux, reflétant ainsi les bonnes performances globales de la croissance économique et agricole sur le continent. Depuis 2001, les taux de croissance des exportations africaines – tant en volume qu'en valeur – ont dépassé la moyenne mondiale. En conséquence, la part de l'Afrique sur le marché des exportations agricoles, qui avait commencé à diminuer au début des années 70, s'est maintenant stabilisée entre 2 et 3 % et pourrait même présenter une tendance à la hausse, même si elle demeure encore loin du taux de 8 % enregistré à la fin des années 60.

Plus important encore, la reprise de la croissance économique et agricole ne se contente pas d'accélérer mais s'étend à un plus grand nombre de pays. Entre 2001 et 2003, seuls 5 pays – l'Angola, le Mali, le Mozambique, la Namibie et le Soudan – dépassaient l'objectif du taux de croissance agricole à 6 % fixé par le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). En 2003–2005, ils étaient 9 à y parvenir : l'Angola, le Burkina Faso, la République du Congo, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Nigeria et le Sénégal. Plusieurs autres pays approchaient ce taux. Dans l'ensemble, entre 2003 et 2005, 13 pays de l'Afrique subsaharienne réalisaient des taux annuels de croissance de l'agriculture supérieurs à 5 %.

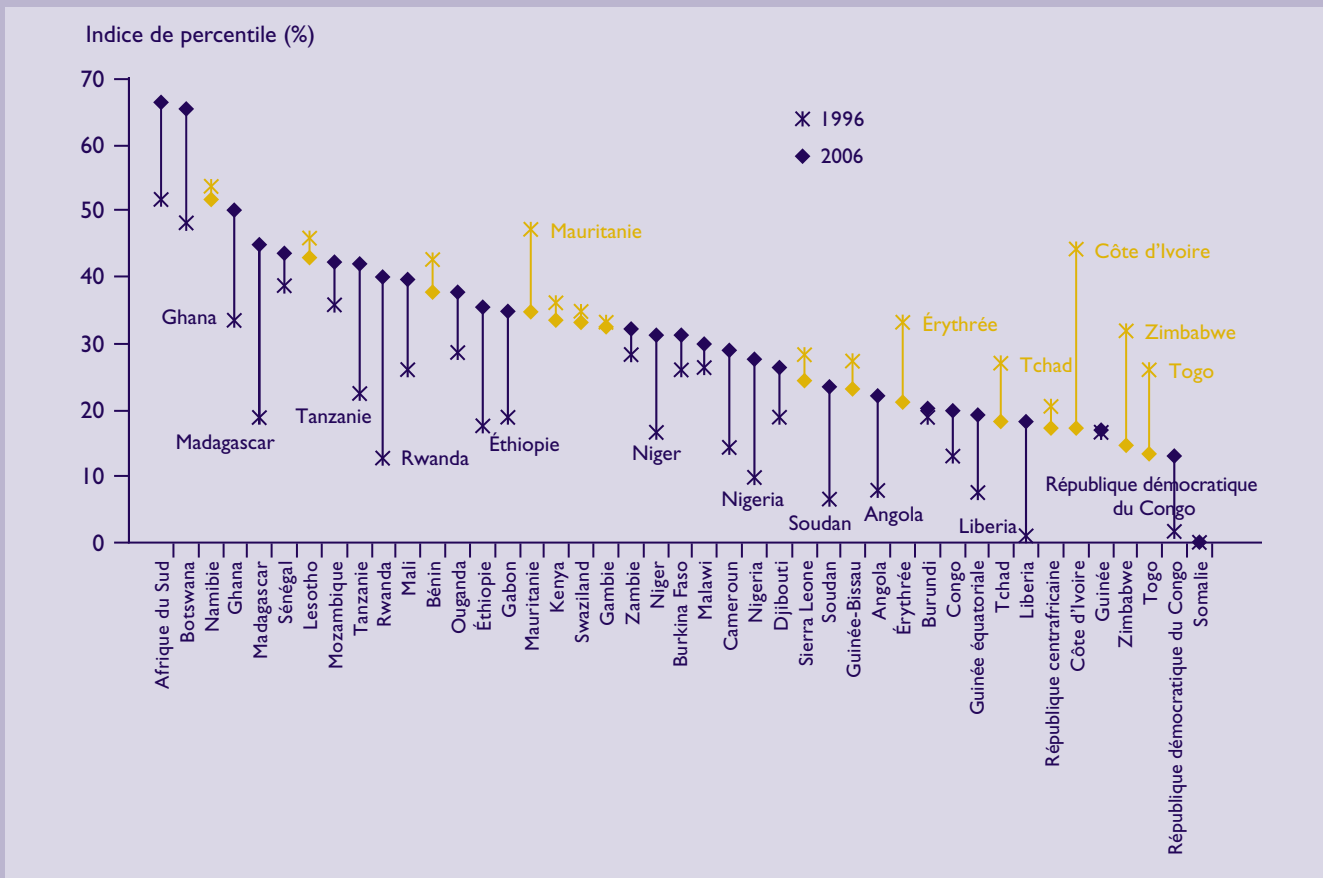
Une étude récente de l'IFPRI sur les sources de la croissance de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne révèle que la croissance de la productivité totale des facteurs est passée d'un taux négatif (-2,0 %) entre les années 60 et 80, à un taux positif d'une valeur absolue similaire (1,7 %) entre 1985 et 2003. De plus, la croissance de la productivité s'est accélérée, passant de 1,65 % par an pendant la décennie 1984–1993, à 1,83 % pendant les années 1994 à 2003. Une analyse des sources de cette croissance suggère que

**Figure 1 — Croissance du PIB et du secteur agricole en Afrique subsaharienne, 1980-2006**



Source: Basé sur des données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde 2007 (Washington, DC : 2007).

**Figure 2—Évolution de la qualité de la gouvernance en Afrique subsaharienne, 1996-2006**



Source: Base de données sur la gouvernance de la Banque mondiale.

Notes: L'indice représente le classement mondial d'un pays donné, en termes d'efficacité gouvernementale. La longueur des barres indique l'évolution de l'indice de percentile ou du classement pour chacun des pays par rapport à d'autres pays dans le monde. Une augmentation (barres foncées) indique une amélioration de l'efficacité et une diminution (barres dorées) indique une dégradation de l'efficacité.

les gains d'efficacité y ont contribué à hauteur de 90 % et les changements techniques à hauteur de 10 % pendant la période postérieure à 1994. Si l'on exclut le Nigeria de l'échantillon analysé, la contribution des changements techniques grimpe jusqu'à 21 %.

Parmi les pays qui ont connu de plus longues périodes de stabilité de la croissance, comme le Ghana, le Mozambique et l'Ouganda, le taux de pauvreté et l'incidence de la faim ont chuté de manière substantielle. Dans le cas du Ghana, par exemple, l'indice de pauvreté est descendu de 52 à 28 % entre 1992 et 2006, et en Ouganda, de 56 à 31 %. Ces deux pays devraient pouvoir atteindre l'Objectif du millénaire pour le développement lié à la pauvreté, et même le dépasser dans le cas du Ghana. Un certain nombre d'autres pays africains font également des progrès en direction du premier OMD et, si les tendances récentes de la croissance se maintiennent, ils pourraient l'atteindre dans les quelques années suivant la date cible de 2015. Pour bon nombre

de pays, néanmoins, la réalisation du premier OMD pour 2015 requerra des taux de croissance agricole supérieurs à 6 %.

Le fait que les pays qui ont une croissance agricole plus élevée ont des taux de pauvreté moindres est principalement dû au plus haut niveau des revenus parmi les agriculteurs, qui constituent le segment le plus pauvre de la population. De plus, lorsque les revenus dans l'agriculture sont plus importants, ils ont tendance à induire des revenus encore plus élevés dans l'économie rurale en dehors du secteur agricole, tout comme dans le reste de l'économie, et, par conséquent, à réduire la pauvreté dans de plus grands segments de la population en général.

Pour les deux prochaines décennies et la grande majorité des pays africains, l'agriculture restera le secteur le plus important pour la lutte contre la pauvreté et la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le défi consiste à maintenir cette croissance à moyen et à long terme et même à l'accélérer pendant les quelques décennies à venir.

## Implications pour les réponses apportées à la récente crise mondiale des prix alimentaires

Les pays africains doivent continuer à augmenter leur croissance agricole tout en s'adaptant à la crise régnant sur les marchés internationaux des denrées alimentaires. Il convient toutefois de souligner que l'agriculture africaine elle-même n'est pas en crise et que la crise des prix alimentaires – contrairement aux épisodes de sécheresses, d'inondations ou de conflits sociaux – n'a pas eu d'effets sur les capacités de production en Afrique. L'Afrique devrait, par conséquent, traiter la crise mondiale du marché alimentaire comme une menace macroéconomique à court terme mais une opportunité de croissance pour le secteur agricole à moyen et long terme. Au cours des deux prochaines saisons, le plus gros problème auquel l'Afrique sera confrontée sera d'élargir son accès aux devises – pour faire face à l'augmentation du coût des importations alimentaires – ou à des recettes fiscales accrues – afin de compenser la perte des recettes douanières, le coût des subventions alimentaires – ou aux deux à la fois. Il ne s'agit donc pas de problèmes du secteur agricole proprement dit.

La distinction entre la crise alimentaire mondiale et la bonne santé relative du secteur agricole en Afrique est importante pour des raisons de stratégie. Une concentration sur les aspects macroéconomiques et de stabilisation de la crise des prix alimentaires réduirait le risque d'une intervention inappropriée sur les marchés agricoles, qui constitue le plus grand risque auquel sont exposés les pays africains. Ce risque devient tout à fait clair si on se rappelle que la croissance plus forte des 10 à 15 dernières années est due, en grande partie, aux changements positifs apportés aux politiques macroéconomiques et sectorielles dans les années 80 et 90 – les pays ont réformé leurs taux de change, réduit les distorsions de leurs régimes commerciaux défavorables au commerce agricole, et éliminé les interventions sur leurs marchés nationaux et au niveau des prix. En outre, les États ont augmenté les investissements – entre 1980 à 2005, les dépenses en faveur de l'agriculture sont passées de 3,0 à 8,3 milliards de dollars EU (en dollars constants de 2000). Par ailleurs, dans plusieurs pays, les pouvoirs publics ont, comme l'illustre la Figure 2, fait preuve d'une plus grande efficacité au niveau de la création d'un environnement favorable au secteur privé. Afin de maintenir et accélérer la croissance récente, les États africains doivent étendre et approfondir ces réformes, tout en augmentant l'investissement dans le secteur.

Des facteurs tels que les conditions climatiques et une amélioration des cours internationaux sont communément cités comme déterminants pour la reprise de la croissance, malgré que des conditions climatiques et de prix sur les marchés mondiaux favorables n'aient pas réussi à générer une croissance semblable au cours des 25 à 30 dernières années. S'ils y sont récemment parvenus, c'est parce que l'offre a pu répondre cette fois, aidée par un meilleur environnement politique and institutionnel. Par contre, la décision en faveur de mesures à court terme dans le secteur agricole pour faire face à la crise des prix sur les marchés mondiaux comporte beaucoup de risques et pourrait compromettre les gains

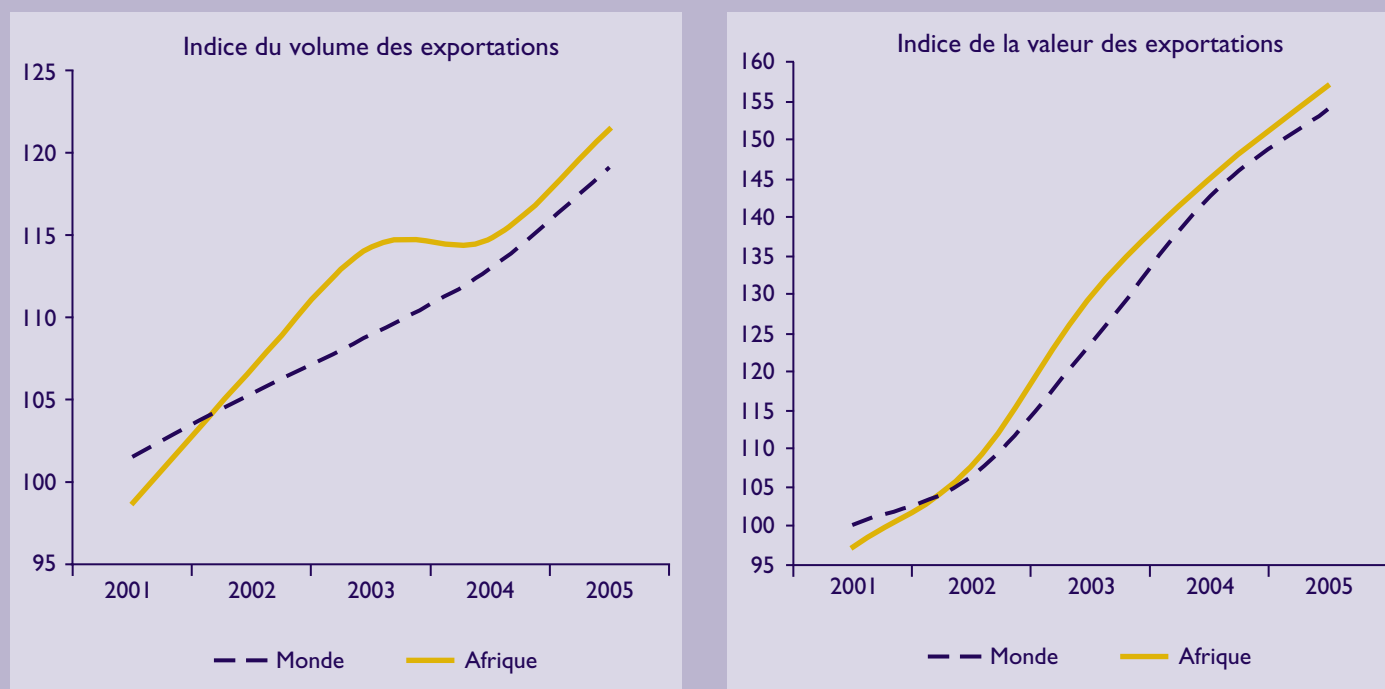
résultants des réformes institutionnelles et politiques citées plus haut. On signale déjà des contrôles des prix, des interdictions d'exportation ainsi que d'autres interventions introduisant des distorsions sur les marchés des intrants et des produits agricoles.

En d'autres termes, la commotion subie par la communauté internationale et la pression poussant les États africains à agir font naître un risque réel d'inversion des politiques. La réponse de la communauté internationale à la crise mondiale des marchés alimentaires met l'accent sur la famine, la malnutrition et la mortalité juvénile, tandis que l'opportunité d'une réponse au niveau de l'offre n'est mentionnée qu'en passant et avec très peu de conviction. Même si une réponse axée sur les secours d'urgence peut être appropriée dans la Corne de l'Afrique, elle ignore le fait que les pays africains vivent actuellement la reprise économique la plus forte de ces 40 dernières années. Le monde est une fois encore prêt à dépenser largement pour des secours d'urgence et modérément pour le développement, même si l'urgence, comme c'est le cas ici, est plus rhétorique que réelle. Les éléments objectifs disponibles jusqu'à présent suggèrent que l'augmentation réelle des prix alimentaires dans la plupart des pays africains est nettement inférieure à celle des cours internationaux. Des données provenant d'Afrique de l'Ouest et de l'Est indiquent des augmentations de prix avoisinant les 20 % et, dans de nombreux cas, proches des niveaux moyens de 2004–2005, sauf pour le riz dont l'augmentation peut aller jusqu'à 50 %.

Pour que les performances économiques et du secteur agricole réalisées pendant la dernière décennie puissent être maintenues et étendues afin d'accélérer la croissance et réduire la pauvreté, les pays africains et leurs partenaires devront se concentrer au cours des deux à trois prochaines années, sur la stimulation de la réponse au niveau de l'offre à la hausse des cours alimentaires mondiaux. Les récentes performances des pays africains en matière d'exportation montrent, comme l'illustre la Figure 3, qu'il existe un potentiel pour une véritable réponse au niveau de l'offre. La réponse des exportations africaines aux changements positifs enregistrés sur les marchés agricoles internationaux pendant la période 2001–2005 a largement dépassé la moyenne mondiale. Les capacités de production qui sont à l'origine de la récente reprise de la croissance du secteur, en général, et des exportations, en particulier, n'ont pas été affectées par la crise actuelle et devraient être mobilisées pour répondre à l'augmentation des prix.

La communauté internationale doit résister à la tentation de redistribuer les ressources de l'aide au développement au détriment des programmes de croissance à moyen et à long terme et au profit d'investissements à court terme, qui certes jouissent d'une plus haute visibilité mais avec peu d'impact sur la productivité. Il est indispensable de trouver un équilibre entre les interventions de filet de sécurité à court terme, et les investissements à long terme renforçant la productivité. De leur côté, les États africains doivent augmenter les investissements et améliorer les stratégies et politiques sectorielles, comme prévu dans le PDDAA. En 2005, dans 14 des 28 pays africains pour lesquels des données étaient disponibles, la part de l'agriculture dans les dépenses budgétaires atteignait 5 % ou plus. Dans 8 pays, elle s'élevait à au moins

**Figure 3—Évolution des exportations agricoles des pays africains, par rapport à la moyenne mondiale, 2001-2005**



Sources: Organisation mondiale du commerce, Statistiques du commerce international 2007 (Genève, 2007) ; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Rapport 2007 sur le commerce et le développement (Genève, 2007).

8 %. Actuellement, près de 20 pays participent activement à la préparation des tables rondes du PDDAA afin d'adopter de meilleures politiques et stratégies agricoles et de mettre sur pied des partenariats et alliances permettant d'augmenter le niveau et maximiser l'impact des investissements dans le secteur. Ils doivent maintenant accélérer les progrès réalisés afin de traduire dans les faits la décision de Maputo de 2003, qui prévoit une dotation budgétaire de 10 % en faveur de l'agriculture d'ici à la fin de cette année et la mise en œuvre de programmes de développement sectoriels aptes à réaliser un taux de croissance de 6% à long terme.

## Conclusion

Une réponse rationnelle à l'augmentation des cours mondiaux des denrées alimentaires passe par la reconnaissance du fait que l'Afrique ne traverse pas une période de crise mais plutôt une période d'opportunité et de croissance. Les chances pour l'Afrique de surmonter avec succès la crise alimentaire mondiale sont bien meilleures aujourd'hui qu'à n'importe quelle autre époque récente de l'histoire du continent. Les fortes performances

réalisées au niveau de la croissance au cours des 10 à 15 dernières années offrent une base solide sur laquelle s'appuyer pour saisir les opportunités offertes par la hausse des cours alimentaires mondiaux, qui n'en est qu'à ses débuts et devrait certainement se maintenir dans un avenir prévisible. Les efforts déployés dans le secteur agricole par les États africains et leurs partenaires internationaux devraient chercher avant tout à mettre en place les conditions nécessaires à une réponse rapide et forte au niveau de l'offre, à moyen et à long terme, afin de maintenir la reprise de la croissance dans le secteur de l'agriculture et ailleurs. Les partenaires au développement peuvent contribuer à mitiger l'impact à court terme de la hausse des prix alimentaires sur la consommation et l'équilibre budgétaire, en aidant les pays africains à faire face aux besoins accrus de devises et de ressources budgétaires, tout en évitant les interventions introduisant des distorsions dans le secteur. Enfin, il est essentiel que les dirigeants africains poursuivent vigoureusement la mise en œuvre de l'agenda du PDDAA et respectent leurs engagements afin de garantir que les efforts internationaux actuels ne soient pas entrepris au détriment de la croissance à long terme et de la réduction de la pauvreté.

*M. Ousmane Badiane est directeur pour l'Afrique à l'IFPRI.*

**INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE**

2033 K Street, NW, Washington, DC 20006-1002 USA • T. +1.202.862.5600 / Skype: ifprihomeoffice • F. +1.202.467.4439 • ifpri@cgiar.org • www.ifpri.org